

**Nouvelles de la Faculté des Lettres de la Manouba (Tunisie)
(Tunis, le 9 février 2012)**

***Entretien du ministre de l'enseignement supérieur avec un
journaliste de l'hebdomadaire AL Akhbar***

Le Doyen de la FLAHM accusé par son ministre de complot et « d'avoir crée de toutes pièces la crise du niqab » « Le fanatisme politique à l'origine de la recrudescence de la crise à la FLAHM et à la Faculté des Lettres de Sousse » selon le ministre

Dans un entretien avec un journaliste de l'hebdomadaire **AL Akhbar** publié aujourd'hui (le 9 février 2012) sous le titre : « ***je fais assumer au doyen de la FLAHM la responsabilité de l'explosion de la crise*** », Monsieur Moncef Ben Salem, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique donne son point de vue au sujet des causes de la crise à la FLAHM, des évènements survenus à la Faculté des Lettres de Sousse le 8 octobre 2011, de la violation de l'enceinte de la FLAHM par des éléments étrangers à l'institution, des violences subies par les enseignants et de son attitude à leur égard. Se félicitant que la crise ait été circonscrite aux deux institutions susmentionnées, il stigmatise « le jeu politique » et « le fanatisme politique » à l'origine de l'exacerbation des évènements.

Après avoir absous les sit-ineurs de la Faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de la Manouba des violences qu'ils ont commises pendant deux mois dans sa déclaration au **Nouvel Observateur** du 2 février dernier où il affirme qu'ils se comportent de manière civilisationnelle (sic !) » et « ***qu'il ne faut pas être durs avec eux*** », il revient à la charge pour minimiser cette violence qu'il rejette par principe mais dont il fait assumer la responsabilité à certains doyens dans une allusion limpide à Habib Kazdaghli, doyen de la FLAHM et Moncef Ben Abdeljelil, doyen de la Faculté des Lettres de Sousse. Interrogé sur sa réaction au sujet de la violence subie par les enseignants, il affirme : « ***Nous sommes opposés à la violence contre les professeurs et les autre corps dans l'enceinte de l'université et nous refusons le fanatisme, l'entrée des étrangers et nous essayons d'agir en ce sens. Mais nous demandons aussi de ne pas amplifier les faits. Nous savons aussi que l'histoire ne pardonne pas. Quelques doyens sont responsables de la recrudescence de ces actes de violence en raison de leur fanatisme politique. Eloignez l'université des affaires politiques et elle retrouvera son calme !*** ».

Rejoignant dans leurs analyses tous ceux dont l'imagination débridée a forgé de toutes pièces la thèse d'un complot à l'origine de la crise du niqab, ourdi par le doyen de la FLAHM pour des raisons politiques, il s'acharne sur ce dernier, le met en pièces l'accusant d'avoir « créé de toutes pièces » la crise et même de l'avoir attisée. A l'interviewer qui voulait savoir ce que le ministre entend par « fanatisme politique » et s'il accuse « des parties appartenant au milieu universitaire d'avoir contribué à l'explosion de la situation, essentiellement à la FLAHM, ce dernier répond : « ... En toute clarté, c'est le fanatisme politique du doyen de la FLAHM qui est à l'origine de la crise du niqab à la Manouba. La solution existe. Mais il y a des parties qui ont exploité l'évènement. Je fais assumer gentiment à Monsieur Habib Kazdaghli la responsabilité du déclenchement de la crise. Le doyen de la FLAHM n'est pas le seul doyen de gauche en Tunisie. Mais il y a des cadres appropriés à l'exercice de

l'activité politique et certainement pas l'université. Monsieur Kazdaghli aurait dû exercer la politique en dehors de l'enceinte de l'université ».

Le journaliste d'*Al Akhbar* qui ne semble pas convaincu de cette lecture impute d'une manière très enrobée la responsabilité des événements à la violence des sit-ineurs :

- « Ne pensez-vous pas, dit-il au ministre, que l'entrée de quelques éléments salafistes, leur séquestration du doyen de la FLAHM, leur obstination à imposer l'accès aux classes des étudiantes portant le niqab est une violation de l'espace universitaire, du genre de celle que vous venez d'évoquer ? »

Le ministre, tout en exprimant une position de principe hostile au fanatisme et à la présence des « étrangers » quelle que soit leur appartenance politique et religieuse, enfonce le clou et porte des accusations très graves de complot ourdi contre le ministre qui n'épargne ni le doyen, ni le conseil scientifique, ni les enseignants de la Manouba. De hauts fonctionnaires du ministère sont même impliqués dans ce complot :

- « Nous avons étudié la question avec beaucoup de sérieux mais le fanatisme politique ne nous a pas permis de trouver une solution. Je fais endosser au doyen, au conseil scientifique et aux collègues de la FLAHM ce qui est dernièrement arrivé d'autant plus que Habib Kazdaghli a ignoré l'autorité de tutelle, son recteur, Monsieur Chokri Mabkhout, qu'il a contacté d'autres parties, qu'il a organisé le rassemblement devant le ministère, rassemblement dont les dessous ont commencé à être éclaircis . Nous avons surtout découvert que des directeurs de notre ministère avaient été impliqués dans ce rassemblement afin de créer une escalade dans la situation. Puis, il (Habib Kadaghli) a attaqué le ministère dans les médias. Il y a eu une préparation du rassemblement qui a vu la participation des étudiants et des enseignants. Il y a un directeur général au ministère parmi ceux qui ont planifié cela et qui ont appelé à la démission du ministre.... Le terrain est miné au ministère et certains ont engagé le syndicat sur cette pente dangereuse.»

La chasse aux sorcières va-t-elle commencer ? Est-ce le prélude à une grande purge au sein du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui serait nettoyé des brebis galeuses en attendant que les brebis égarées rentrent au bercail ? Les prochains développements de la situation nous éclaireront sur ce chapitre. Mais il est à craindre que ce nouvel épisode ne creuse le fossé entre les universitaires et leur ministre et n'approfondisse la crise qui connaît en ce moment une petite accalmie en raison probablement du climat politique dans le pays et des caprices du climat qui n'encourage pas les sit-in.

Habib Mellakh, universitaire, syndicaliste.

Département de français, Faculté des Lettres de la Manouba (Tunisie)